

BALASSA, Bela and WILLIAMSON, John. *Adjusting to Success: Balance of Payments Policy in the East Asian Nics. Revised Edition*. Washington, Institute for International Economies, Coll. Analyses in International Economies, no. 17,1990,158 p.

Marc Hufty

Volume 23, numéro 1, 1992

L'effacement de la confrontation est-ouest et la remise en cause des alliances

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702982ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702982ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hufty, M. (1992). Compte rendu de [BALASSA, Bela and WILLIAMSON, John. *Adjusting to Success: Balance of Payments Policy in the East Asian Nics. Revised Edition*. Washington, Institute for International Economies, Coll. Analyses in International Economies, no. 17,1990,158 p.] *Études internationales*, 23(1), 202–205. <https://doi.org/10.7202/702982ar>

alors que dans une hypothèse d'une confrontation inter-groupe (dans lesquels les joueurs sont éliminés en fonction de leur piètre performance), c'est la relation inverse. Enfin, la crise a de forts effets sur l'émergence des conflits internationaux.

Barry O'Neil («The Intermediate Nuclear Force Missiles: an Analysis of Coupling and Reassurance») étudie, à partir de deux modèles théoriques de jeux, l'installation des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe en liant la guerre européenne à une guerre totale et la cohésion de l'OTAN. Les résultats indiquent que le couplage améliore le niveau optimal des INF et que l'importance du déploiement, s'il est mal choisi, réduit la force dissuasive des armes concernées. En ce qui concerne la cohésion de l'Alliance, l'intérêt est dans le fait politique d'introduire les armes et non dans le fait de les avoir réellement installées.

L'ensemble de ces études utilise un langage mathématique relativement sophistiqué. Les conclusions ne sont d'ailleurs pas toujours très passionnantes ou novatrices et les hypothèses retenues nous éloignent trop souvent du monde concret, malgré l'importance des analyses empiriques engagées. Il n'en reste pas moins vrai que ces études appellent, au mieux, à de nouveaux développements qui tiendront compte de l'ensemble des comportements humains et constituent, au pire, d'excellents exercices de réflexion établissant des scénarios favorisant la connaissance des situations concrètes des conflits internationaux.

Jacques FONTANEL

CEDSI, Grenoble, France

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BALASSA, Bela and WILLIAMSON, John. *Adjusting to Success: Balance of Payments Policy in the East Asian NICs. Revised Edition.* Washington, Institute for International Economics, Coll. Analyses in International Economics, no. 17, 1990, 158 p.

C'est avec intérêt que l'on aborde un ouvrage écrit par Bela Balassa, économiste réputé et inspirateur de la Banque mondiale, et par John Williamson, expert du système financier international et conseiller du Fonds monétaire international. Cet ouvrage constitue la mise à jour d'une étude publiée en 1987 et qui a fait un certain bruit: elle arrivait au moment où grandissait l'inquiétude des États-Unis pour leur déficit commercial, particulièrement vis-à-vis de leurs partenaires asiatiques. Cette étude analysait les causes des surplus de la balance des paiements des quatre «petits dragons» (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour), elle exposait les impacts négatifs de ces surplus et faisait un certain nombre de recommandations destinées à réduire ces surplus. La version actuelle reprend la précédente tout en y ajoutant une analyse de l'évolution de la situation jusqu'en 1989. Que les recommandations de l'édition de 1987 soient représentatives de l'état d'esprit aux États-Unis à ce moment, ou qu'il s'agisse d'un hasard, il est étonnant de constater à quel point, selon la mise à jour, elles ont été suivies. On peut imaginer que, dans des pays où l'édition à ce niveau est traditionnellement plus contrôlée qu'aux

États-Unis, il est difficile de concevoir que les «recommandations» de cet ouvrage, édité sous les auspices du prestigieux Institute for International Economics (Directeurs : R. Barre, C.F. Bergsten, A. Greenspan, K.O. Pöhl, G.P. Shultz, P.A. Volcker, etc.), ne soient pas à prendre au sérieux. Dans cette optique, on pourrait y voir la caution scientifique du «US Super 301 provision of the 1988 omnibus trade act», loi menaçant de représailles économiques les pays soupçonnés de pratiques commerciales déloyales.

La Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour, entités qualifiées de nouveaux pays industrialisés (NPI), ont souvent été cités comme modèles de succès économique, atteignant des taux de croissance moyens de l'ordre de huit à dix pour cent de leur PNB par année pour les années 1963-1988 (six à huit pour cent *per capita*), et laissant à la traîne des pays autrement mieux dotés en ressources naturelles. Une génération d'économistes y a vu une démonstration de l'avantage des économies ouvertes sur les économies fermées. Un premier passage rappelle les sources de cette réussite économique : production à grande échelle résolument tournée vers l'exportation et reposant sur une main-d'œuvre initialement bon marché, niveau d'épargne élevé, adaptation technologique rapide et productivité croissante assurant un haut rendement du capital, protectionnisme, contrôle des demandes sociales et interventionnisme étatique favorisant les exportations du secteur privé, mais aussi, conditions historiques exceptionnelles. Cette ouverture vers l'extérieur a entraîné l'économie locale par le biais d'une demande pour les intrants «nationaux» nécessaires aux biens

exportés, mais aussi par une hausse de la consommation domestique. Les améliorations dans les conditions de vie de la population sont indéniables : PNB *per capita* dépassant celui de certains pays industrialisés, mortalité infantile réduite, scolarisation accélérée et longévité croissante. Point noir au tableau, seul Singapour, malgré son régime paternaliste, a connu la démocratie pendant les années d'enrichissement. Hong-Kong reste une colonie et son avenir est incertain. La Corée n'a fait des progrès politiques que récemment et Taïwan, île au statut ambigu, ne se démocratise qu'au compte-gouttes.

En conséquence de cette agressivité commerciale et grâce à une étonnante capacité d'adaptation aux chocs externes, les «dragons» ont connu dans les années 1980 des excédents records face à certains de leurs partenaires, particulièrement les États-Unis : en 1989, ces surplus se montaient à 12 milliards de dollars US (M \$) pour Taïwan (18M \$ en 1988), 5M \$ pour la Corée (14M \$ en 1987), 4M \$ pour Hong-Kong et 2M \$ pour Singapour. Lorsque, après les années d'abondance du «keynesianisme» reaganien, les États-Unis ont ressenti le poids des crises bancaires et budgétaires, l'opinion publique, à la recherche d'un coupable, s'est émue du déficit commercial face à l'Asie ; ces surplus sont soudain devenus indécents. D'énormes pressions se sont fait sentir pour que ces pays «ajustent» leurs économies. Cet ouvrage en est une démonstration.

Pourquoi ajuster une économie qui enregistre des surplus de balance des paiements ? En théorie, dans un système de taux de changes flexibles, la

balance des paiements devrait retrouver un équilibre «automatique», mais les dragons ont maintenu un taux de change sous-évalué relativement au dollar, utilisant un «protectionnisme des taux de change» (Corden, 1981) qui bloque cet ajustement automatique. Les économistes restent divisés quant à la nature des surplus: sont-ils conjoncturels ou structurels? Ajuster l'économie en fonction de surplus temporaires la conduirait à un déficit ultérieur. À l'examen, on constate que ces surplus sont en partie inertiels (pourquoi modifier une politique qui réussit?) et en partie liés à des intérêts politique (les résistances des milieux exportateurs empêchent un changement de politique). Quoi qu'il en soit, ils constituent, selon les auteurs, une aberration dans des économies où les niveaux de vie restent modestes et où les besoins en investissements sont encore énormes, ne fût-ce qu'en infrastructures (p. 89: «The present (mid-1987) balance of payments policies of the East asian NICs, (...), are not in the best interests of these countries»). En dernier ressort, la principale raison pour devoir s'ajuster reste la meilleure: la montée des menaces protectionnistes aux États-Unis. La vraie question étant dès lors comment et non pourquoi?

Les deux plus petits NPI ont des économies ouvertes et les recommandations des auteurs ne vont guère au-delà d'une réévaluation des taux de change. Ces petits surplus ne préoccupent pas outre mesure les responsables commerciaux des États-Unis. L'économie de Hong-Kong «représente la plus proche approximation existante d'une économie néoclassique» (et n'a pas de banque centrale ni de statistiques de balance des paiements).

En 1983, Hong-Kong a lié son dollar à celui des États-Unis. Les auteurs recommandent une réévaluation en termes réels de sa monnaie de 10 à 15 % ainsi que le lien avec un panier monétaire plutôt qu'avec uniquement le dollar US, ce qui lui épargnerait certaines fluctuations économiques. Cependant, l'inflation a diminué le besoin pour ces ajustements en 1990. Singapour détenait en 1987 deux records: le plus haut taux de réserves en devises *per capita* et le plus haut taux d'épargne au monde, 40 %, attribuable non pas à une mentalité locale mais à une épargne forcée de 25 % des salaires! Singapour est déjà une économie ouverte et les auteurs ne peuvent que recommander de réévaluer le taux de change pour parvenir à un équilibre zéro de la balance des paiements, ce qui n'a toujours pas été fait en 1990.

La Corée se différencie des autres en ce qu'elle a emprunté massivement pour parvenir à son niveau de croissance, elle doit donc maintenir un surplus commercial à tout prix pour rembourser ces emprunts. Elle a cependant réalisé un effort considérable pour ajuster son économie et abaisser son surplus («Korea should be congratulated on the success of its adjustment policy to date»). Suivant les recommandations de 1987 et une politique déjà amorcée, le won s'est apprécié sensiblement, les barrières aux importations ont fortement baissé, la demande domestique a été stimulée par la hausse des salaires, le système financier national s'est libéralisé. Et malgré cela le pays continue d'enregistrer des surplus! Taïwan détient des réserves records en chiffres absolus (les deuxièmes après le Japon en 1989), et son surplus commercial est

tel qu'il lui pose des problèmes. Son taux d'épargne privée atteint des sommets : 38.5 % en 1987 ! L'île a toutefois fait des efforts réels d'ajustement : réévaluation sensible de son dollar, libéralisation des importations et du crédit, augmentation des dépenses fiscales et stimulation de la demande domestique. Les auteurs suggèrent encore une augmentation de l'investissement privé et des dépenses pour les infrastructures, particulièrement pour la lutte contre la pollution, la croissance taïwanaise s'étant faite à un prix élevé pour l'environnement.

Grâce au respect des recommandations contenues dans l'édition de 1987, les dragons, et principalement la Corée et Taïwan, ont échappé au «Super 301». Un bel effort d'ajustement économique récompensé par le maintien de relations politiques saines avec les États-Unis. Ce petit ouvrage fait partie de l'histoire des guerres commerciales de la fin du siècle et illustre à merveille la symbiose existant entre les chercheurs, les décideurs politiques et l'organisation internationale actuelle.

Marc HURTY

*Institut universitaire de
Hautes études internationales, Genève*

BLARDONE, Gilbert. *Le Fonds monétaire international - L'ajustement et les coûts de l'homme*. Paris, Les Éditions de l'Épargne, 1990, 197 p.

Parmi les nombreux travaux consacrés au Fonds monétaire international, celui-ci s'efforce d'analyser son rôle à travers les programmes

d'ajustement structurel qui sont mis en place dans un nombre croissant de pays en voie de développement. L'ouvrage se veut délibérément polémique, l'auteur ne ménageant aucun effort pour mettre en évidence les limites de l'action du Fonds et pour susciter sinon des solutions alternatives, du moins une réflexion qui permettrait d'infléchir ces programmes pour tenir compte «des coûts de l'homme».

Une trentaine de pages sont consacrées aux modalités des opérations du Fonds. C'est peu. Cela ne suffit pas pour mettre en évidence les raisons techniques qui font que les ressources du Fonds sont depuis toujours limitées. Il est devenu au fil des ans une institution de financement du développement, mais il n'a pas été conçu au départ pour jouer ce rôle. Il est indispensable d'en prendre conscience avant d'énumérer les critiques que peut susciter son action. On ne trouve que très peu de données quantitatives, sur les quotes-parts, sur les emprunts du Fonds, sur le total des tirages, sur le montant des accords en vigueur. Les plafonds (607 % et 957 % avec les facilités d'ajustement structurel) mesurant les droits de tirage par rapport aux quotes-parts nous paraissent inexacts. C'est seulement à partir de 1981 que le Fonds a cherché non plus seulement à réguler la demande mais à agir sur l'offre en améliorant la capacité productive de l'économie (p. 80). Et c'est seulement depuis quelques années que le Fonds monétaire et la Banque mondiale ont renforcé leur coopération (p. 82).

Une soixantaine de pages font ensuite le bilan de la conditionnalité, c'est-à-dire des mesures qui accompagnent les crédits accordés par le